

ÉTUDE

Les archives en Acadie

Ronnie-Gilles Leblanc

L'Acadie a célébré en 2004 ses 400 années d'existence. Les archives relatives à cette ancienne colonie française, puis britannique, remontent donc à cette lointaine époque. Or, à l'image du peuple acadien qui y a vu le jour, les archives de l'Acadie, du moins celles qui subsistent, sont dispersées à travers l'Occident.

Comme l'Acadie était une colonie française durant le premier siècle de son existence, les archives officielles s'y rapportant se retrouvent en France, soit au Centre des Archives d'Outre-Mer à Aix-en-Provence ou encore à Paris et dans les divers ports de mer qui entretenaient des relations commerciales, entre autres, avec l'Acadie. Les archives coloniales de la Nouvelle-France conservées à Québec ou à Montréal ont également un rapport avec l'Acadie. Quant aux archives paroissiales, elles ont presque toutes été détruites ou, du moins, seuls quelques fragments des registres ont survécu aux événements tragiques qui ont marqué l'histoire de la colonie. Nous pouvons en dire autant des archives notariales dont il reste peu de choses. Enfin, les archives privées sont à toutes fins utiles, inexistantes, du moins celles de la paysannerie acadienne ; subsistent celles de quelques officiers militaires ou de fonctionnaires.

Au cours du XVII^e siècle et surtout à partir de 1713, l'Acadie est sous contrôle britannique. Par le fait même, les archives administratives se trouvent en Angleterre (Londres surtout), aux États-Unis (en Nouvelle-Angleterre, à Boston notamment) et, bien entendu, à Halifax en Nouvelle-Écosse. Il nous reste quelques registres paroissiaux du XVIII^e siècle, incomplets pour la plupart : ceux de Beaubassin se trouvent à La Rochelle, ceux de Grand-Pré à Bâton Rouge en Louisiane et ceux de Port-Royal, au Centre acadien de l'Université Sainte-Anne, à la Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse). Les archives notariales pour leur part ont été détruites volontairement par le conquérant britannique qui a eu soin néanmoins de conserver les seuls actes qui impliquaient des britanniques, pour la plupart des officiers de la garnison d'Annapolis Royal entre 1713 et 1755.

Ainsi donc, les archives produites par des Acadiens avant le Grand Dérangement ont été réduites en cendres et en poussière puisqu'à notre connaissance, il n'existe pas de fonds d'archives familiales ou d'individus qui soient parvenus jusqu'à nous, à l'exception de quelques rares documents qui se trouvent dans les archives officielles ou religieuses.

Dans les années d'exil et d'errance qui ont suivi le Grand Dérangement, c'est-à-dire du dernier quart du XVIII^e siècle au milieu du XIX^e, les Acadiens étaient trop occupés à se rebâtir un pays pour se préoccuper de la conservation des archives. Par

ailleurs, comme ils étaient pour la plupart analphabètes, ils ont laissé peu de documents écrits. Toutefois, les quelques documents qu'ils possédaient étaient gardés précieusement. Nous pensons notamment aux documents officiels, comme les concessions de terres de la couronne ou encore les actes notariés, qui étaient conservés dans des coffrets de bois conçus expressément pour assurer la conservation de ces archives. La correspondance des missionnaires en sol acadien contient de précieux renseignements sur cette période qui a été qualifiée comme étant celle de la Survivance acadienne. Ces précieux témoignages de ce passé peu connu se trouvent pour la plupart dans les archives de l'archevêché de Québec.

Un siècle après la Déportation, les descendants des proscrits se proclament toujours Acadiens et se distinguent de leurs compatriotes francophones du reste du Canada. Par ailleurs, au moment de la création de la Confédération canadienne, la communauté acadienne jette les bases d'institutions (collèges, journaux, sociétés nationales, etc.) et tente de se doter de structures qui lui permettront de mieux défendre et revendiquer ses droits.

Avec la naissance du nationalisme acadien, certains changements s'opèrent au sein de la société acadienne, dont une prise de conscience quant à l'importance de conserver les documents se rapportant au passé glorieux mais plutôt tragique de l'ancienne Acadie. Des chercheurs tels que Philius Bourgeois, Pascal Poirier, Placide Gaudet et J.-Henri Blanchard – pour n'en nommer que quelques-uns – se rendent compte assez tôt du besoin urgent d'établir une politique de conservation des documents relatifs à l'Acadie et aux Acadiens. Le généalogiste et historien Placide Gaudet travailla pour le compte des Archives publiques du Canada durant de nombreuses années. Tout comme plusieurs de ses confrères, il collectionna documents et objets se rapportant aux Acadiens. Soulignons que des éléments de cette collection se retrouvent aujourd'hui aux archives du Centre d'études acadiennes (CEA) ou dans la collection du Musée acadien, tous deux rattachés à l'Université de Moncton.

Malheureusement, il n'existait pas à la mort de ces chercheurs, de centres d'archives acadiennes proprement dits, de sorte qu'une bonne partie de la collection ainsi que des archives de ces chercheurs ont été détruites. Des archives de Philius Bourgeois, par exemple, il ne nous reste que quelques manuscrits de ses études, et pourtant il figurait au nombre de ceux qui soulignaient l'importance de bien conserver ses archives.

Depuis la fin des années 1960 et particulièrement depuis la création du CEA en 1968, de nombreux autres centres d'archives ont vu le jour dans différents coins de l'Acadie. Mais avant de décrire chacun de ces centres et les archives qu'ils conservent, jetons un coup d'œil sur l'état des archives acadiennes et de la communauté archivistique acadienne des provinces de l'Atlantique aujourd'hui.

L'acquisition des archives acadiennes

Comme il n'existait que peu de dépôts d'archives avant les années 1960, beaucoup d'archives d'individus ou d'institutions acadiennes ont été perdues. Avant même l'existence du Centre d'études acadiennes, dès le début des années 1940, les pères Clément Cormier et René Baudry avaient créé, au Collège Saint-Joseph, les Archives acadiennes, réussissant ainsi à sauver de la destruction les archives d'un certain nombre d'individus et d'institutions, tel le fonds Placide Gaudet qui nous est parvenu presque intact, parce

qu'on s'en occupa d'assez près. De fait, l'origine du secteur des archives du CEA remonte à l'acquisition de ce fonds au début des années 1940 par les Pères Cormier et Baudry. Or, il n'était pas possible, en raison du manque de ressources humaines et financières, de faire l'acquisition de toutes les archives produites par des individus ou des institutions acadiennes à la grandeur des provinces Maritimes. En effet, à l'extérieur du Nouveau-Brunswick, les Archives acadiennes ne pouvaient à elles seules assurer la conservation de ces archives. En outre, les services d'archives publiques et les institutions d'archives provinciales ne s'intéressaient que très peu aux archives produites par la communauté acadienne. Par ailleurs, les Archives provinciales du Nouveau-Brunswick, entre autres, n'existaient pas encore à l'époque, n'ayant été créées qu'en 1967, soit un an avant la création du Centre d'études acadiennes. Ce n'est donc qu'à partir de la fin des années 1960 que la communauté acadienne a été en mesure d'assurer la conservation et la mise en valeur de ses archives. Mais encore, faut-il ajouter que c'est principalement dans la province du Nouveau-Brunswick que ce nouveau centre d'archives était le plus actif. Très rapidement toutefois, l'Université Sainte-Anne emboîta le pas et, en 1972, on mit sur pied un service d'archives qui se donnait comme mission l'acquisition des archives produites entre autres, par la communauté acadienne de la Nouvelle-Écosse. Il faudra attendre jusqu'en 1985 pour que la communauté acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard en fasse autant en créant un centre d'archives au Musée acadien de Miscouche. Entre temps, d'autres centres d'archives acadiennes ont vu le jour : au Nouveau-Brunswick, les archives de la Société historique Nicolas-Denys à Shippagan en 1973 et le Centre de documentation et d'études madawaskayennes (CDEM), à Edmundston, en 1978 ; à Terre-Neuve, le Centre d'études franco-terreneuviennes (CEFT), à la Memorial University à St. John's, en 1975 et en Nouvelle-Écosse, la Société Saint-Pierre à Chéticamp, en 1974, et plus récemment, le Centre de Recherche Père Clarence d'Entremont, à Pubnico-Ouest, en 1998. Dans les trente dernières années, la communauté acadienne a donc mis sur pied toute une infrastructure lui permettant de faire l'acquisition des archives qu'elle produit et de suppléer ainsi aux différents centres d'archives provinciaux qui jusque-là ne s'en occupaient pas ou très peu, même si cela faisait partie de leur mandat ou mission.

Le traitement des archives acadiennes

Au départ, du moins au Centre d'études acadiennes, la description des documents se faisait au niveau de la pièce. Or, comme le nombre de fonds d'archives était relativement limité au début, cela était possible et le travail qui a été accompli à cette époque par le père Anselme Chiasson, le premier archiviste du CEA, est toujours aussi prisé aujourd'hui. Avec le temps toutefois, le CEA dut abandonner cette pratique qui était de moins en moins courante dans le milieu archivistique, sauf pour certains types de documents comme les photographies et les cartes géographiques. En réalité, avec la masse grandissante de documents déposés au CEA, il aurait été humainement impossible d'accomplir le même travail.

Quant aux autres dépôts d'archives acadiennes, l'approche varie. Au départ, on favorisait l'instrument de recherche de type inventaire analytique mais avec le temps et surtout avec les exigences du Conseil canadien des archives dans l'attribution des subventions pour le traitement des fonds d'archives, la plupart des centres d'archives acadiennes préparent des instruments de recherche au niveau du fonds et du dossier.

La diffusion des archives acadiennes

Jusqu'à une époque relativement récente, la publication sur papier était pratiquement la seule façon d'assurer la diffusion des instruments de recherche des fonds ou collections d'archives acadiennes. Quelques instruments de recherche ont été publiés par le CEA dont l'ouvrage intitulé *Inventaire des sources documentaires sur les Acadiens*. Mais dans la majeure partie des cas, les instruments de recherche n'étaient pas publiés et ils n'étaient accessibles qu'aux seuls chercheurs qui se présentaient sur les lieux. Il en a été ainsi dans les autres centres d'archives acadiennes jusqu'à l'avènement de l'Internet qui permet maintenant une plus grande accessibilité et donc une plus grande diffusion de leurs instruments de recherche. En effet, presque tous les centres d'archives acadiennes ont un site Internet à partir duquel il est possible de consulter, voire télécharger leurs instruments de recherche.

Formation et milieu professionnel

À l'heure actuelle, seulement une demi-douzaine d'archivistes acadiens possèdent une formation en archivistique. En outre, ces derniers évoluent au sein d'institutions universitaires ou gouvernementales. Aussi, convient-il d'ajouter que ces archivistes ne détiennent pas nécessairement de diplômes universitaires en archivistique, la plupart ayant été formés en histoire avant de suivre le stage offert par les Archives nationales du Canada ou encore ceux offerts par les Archives nationales de France ou l'École internationale de Bordeaux. Ces stages représentaient la seule formation possible quand ces archivistes sont entrés en fonction, car les programmes universitaires en archivistique n'en étaient alors qu'à leurs débuts. Évidemment, ces archivistes profitent de chaque occasion pour parfaire leurs connaissances. Nous pensons notamment aux divers ateliers de formation qui sont organisés périodiquement par les conseils d'archives des provinces Maritimes, le seul désavantage étant que cette formation est offerte, la plupart du temps, en anglais. Pour des ateliers en langue française, les archivistes francophones des Maritimes doivent assister à ceux offerts au Québec par l'Association des archivistes du Québec.

La plupart des dépôts d'archives acadiennes sont membres des conseils d'archives provinciaux. C'est au sein de ces organismes que les archivistes acadiennes et acadiens peuvent débattre, avec leurs pairs, de leurs préoccupations. Or, ici également, c'est le plus souvent dans la langue de Shakespeare que se font ces débats, discussions et tables rondes. Étant donné le peu d'effectifs, il est très difficile d'organiser des activités en langue française uniquement, quoique cela ne soit pas impossible; la preuve étant qu'un atelier en conservation, organisé à l'intention des archivistes francophones des provinces Maritimes, a eu lieu à Moncton en mars 2005.

Les archives gouvernementales

Chacune des trois provinces Maritimes est dotée d'un service d'archives. Celui de la Nouvelle-Écosse est à juste titre, le doyen des dépôts d'archives au Canada, puisqu'il a été créé en 1857, alors que celui du Nouveau-Brunswick n'a été créé qu'en 1967 seulement. C'est donc dire que dans cette province les archives créées durant une période de plus de 180 ans, par les différents ministères de même que par les organismes publics

et para-publics, n'ont pas été traitées de façon systématique avant la fin des années 1960. Une inondation a, en 1973, abîmé plusieurs mètres linéaires de documents d'archives gouvernementales qui étaient entreposés, entre autres, dans le sous-sol de l'Assemblée législative. Inutile de dire que ce fâcheux événement a porté un dur coup aux Archives provinciales du Nouveau-Brunswick récemment créées.

Les services d'archives publiques des trois provinces Maritimes sont responsables du traitement des archives produites par leur gouvernement ou leur administration respective. Comme leur mandat déborde le cadre institutionnel, ces dépôts d'archives s'occupent également d'archives privées. Or, dans bien des cas, ces centres d'archives ont déjà de la difficulté à remplir leur mandat touchant le traitement d'archives institutionnelles, alors les archives privées – celles des Acadiennes et des Acadiens en particulier – sont bien souvent laissées pour compte, d'où l'importance des divers centres d'archives privées qui ont été créés au fil des années dans les régions acadiennes et dont il est question dans la deuxième partie de cet article. Ajoutons que des trois centres d'archives gouvernementales, seules les Archives provinciales du Nouveau-Brunswick sont en mesure de traiter ces archives et d'en faire la description en langue française. Cependant, un seul archiviste de cette institution est capable d'effectuer ce travail et cela dans une province qui est officiellement bilingue! Enfin, la langue de travail des différents ministères étant l'anglais, la description des documents produits par ces différentes unités administratives se fait dans cette langue. On peut conclure que les services d'archives de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard sont incapables de traiter les archives produites en langue française.

C'est pour cette raison que les archives des institutions acadiennes des provinces Maritimes se retrouvent davantage dans les divers centres d'archives privées mis sur pied justement dans le but d'effectuer ce travail que ne peuvent accomplir les archives provinciales de cette région. De toute évidence, ces différents centres d'archives acadiennes ne peuvent à eux seuls assumer cette responsabilité, car ce sont dans bien des cas, des bénévoles qui doivent accomplir ce travail. De plus, après leur traitement, il faut bien assurer l'accès et la diffusion de ces archives, ce qui n'est pas, non plus, toujours facile.

De fait, ces dépôts d'archives acadiennes remplissent, en partie, le mandat des archives provinciales qui s'intéressent davantage aux archives institutionnelles et principalement à celles qui émanent des différents ministères ou organismes publics et parapublics. Ainsi donc, les archives de certains ministères comme ceux de l'Éducation et des Pêches entre autres, et où les régions acadiennes sont très présentes, sont versées directement aux archives provinciales. Or, certaines archives comme celles des villes ou des municipalités, ou encore celles des régions régionales de la santé ne se rendent jamais dans les centres d'archives provinciales de Fredericton, d'Halifax et de Charlottetown. Il arrive même que ces documents soient déposés dans les dépôts d'archives privées qui n'ont pas nécessairement les ressources financières et humaines pour les traiter. Par ailleurs, les archives scolaires du Nouveau-Brunswick, comme les registres de présence entre autres, avant la restructuration des districts scolaires au milieu des années 1960, n'ont guère échappé à la destruction ou à la dispersion, lors de la fermeture des plus anciennes écoles à la même époque. Certains de ces registres aboutissent aussi dans les centres d'archives privées.

Les archives des universités relèvent de la responsabilité de celles-ci. Ainsi, les archives institutionnelles du centre universitaire de Moncton sont déposées au Centre d'études acadiennes où un archiviste en assure le traitement. Il en va de même des archives produites au centre universitaire d'Edmundston qui sont versées au Centre de documentation en études madawaskayennes qui est rattaché à la bibliothèque universitaire. À l'Université Sainte-Anne en Nouvelle-Écosse, les archives de cette institution sont sous la responsabilité du Centre acadien. Ainsi donc, seul le centre universitaire de Shippagan, qui est une constituante de l'Université de Moncton, tout comme les centres universitaires de Moncton et d'Edmundston, n'a pas de service d'archives.

Les archives religieuses

Les archives des diverses congrégations religieuses masculines et féminines présentent également certains problèmes. De fait, avec le déclin de la pratique religieuse et la disparition progressive des institutions des communautés religieuses, les très riches archives de ces communautés sont, pour la plupart, expédiées dans les maisons-mères situées le plus souvent au Québec. Nous pensons entre autres, aux Sœurs de la Providence, à la Congrégation de Notre-Dame ou encore aux Pères Eudistes et aux Pères de Sainte-Croix qui ont joué un rôle de premier plan dans les secteurs de l'éducation et de la santé en Acadie aux XIXe et XXe siècles. Seules les deux communautés religieuses féminines des Religieuses de Notre-Dame du Sacré-Cœur et de la Congrégation des Filles de l'Assomption gardent leurs archives dans leurs maisons-mères de Moncton et de Campbellton respectivement. Les archives des autres communautés religieuses, qui témoignent de leurs activités en Acadie, devront être copiées – comme celles des Eudistes entre autres – afin de les rendre disponibles dans les centres d'archives provinciales ou dans les divers centres acadiens d'archives privées.

Quant aux archives paroissiales, elles sont conservées le plus souvent dans le presbytère. Or, avec la fusion de plusieurs paroisses en raison du manque de prêtres, ces archives sont déplacées d'une paroisse ou d'un presbytère à un autre, ce qui constitue un grand risque pour leur sauvegarde. Heureusement, certains centres d'archives diocésaines peuvent les accueillir. En outre, la plupart des registres paroissiaux acadiens ont été microfilmés jusqu'aux années 1970 ou 1980 et ils sont disponibles dans plusieurs centres d'archives privées. Évidemment, il reste passablement de rattrapage à faire dans le microfilmage des registres produits au cours des vingt ou trente dernières années.

Les archives des institutions acadiennes

C'est à partir du milieu du XIX^e siècle que la société acadienne s'est dotée d'outils lui permettant de s'épanouir et d'assurer sa survie. Nous pensons notamment aux institutions d'enseignement supérieur (collèges et couvents) ou encore aux journaux tels que le *Moniteur acadien*, le *Courrier des provinces Maritimes* et *L'Évangéline*, entre autres. Les archives de ces institutions n'ont été conservées qu'en partie, faute d'endroit où les entreposer à cette époque. Toutefois, des personnes éclairées en ont conservé une partie et le Centre d'études acadiennes a acquis, par la suite, ces archives. Les fonds des collèges de Caraquet et de Bathurst font exceptions puisqu'ils se retrouvent aux Archives de la congrégation des pères Eudistes à Charlesbourg. Les archives du Collège

Sainte-Anne, pour leur part, sont conservées au Centre acadien de l'Université Sainte-Anne et celles du Collège Saint-Joseph, au Centre d'études acadiennes.

Les archives d'institutions comme la Société nationale l'Assomption devenue depuis la Société nationale de l'Acadie, la Société mutuelle l'Assomption aujourd'hui Assomption-Vie, de même que l'Association acadienne d'éducation, l'Association des instituteurs acadiens et le Comité du bicentenaire (1955) sont conservées au Centre d'études acadiennes. Par ailleurs, les institutions qui ont été créées depuis, déposent périodiquement leurs archives au CEA. Nous pensons notamment à la Société des Acadiennes et des Acadiens du Nouveau-Brunswick, au Conseil économique du Nouveau-Brunswick, au Conseil des sociétés culturelles du Nouveau-Brunswick pour n'en nommer que quelques-unes. Il en est ainsi en Nouvelle-Écosse où la Fédération acadienne de cette province dépose ses archives au Centre acadien de l'Université Sainte-Anne à la Pointe-de-l'Église. Enfin, le Centre de recherches acadiennes de l'Île-du-Prince-Édouard est le dépositaire des archives de la Société Saint-Thomas d'Aquin, du journal *La Voix acadienne* et de plusieurs autres institutions acadiennes de l'île.

Pour sa part, la Fédération des caisses populaires acadiennes gère ses propres archives. D'ailleurs, pendant quelques années, cette institution acadienne avait même son propre archiviste qui remplissait également les fonctions de gestionnaire des documents. Quant à l'Assomption-Vie, elle gère ses propres archives quoiqu'aucun poste d'archiviste ou de gestionnaire des documents n'ait jamais été créé. Les documents historiques de cette institution centenaire sont déposés au CEA, alors que les archives courantes et celles remontant au début des années 1970, sont toujours conservées dans ses bureaux.

Enfin, au cours des trente dernières années, une multitude de sociétés ou de compagnies engagées dans le domaine de la construction entre autres, ont vu le jour en Acadie. Comme c'est le cas pour la plupart des archives d'entreprises, les compagnies gèrent elles-mêmes leurs archives. Elles se retrouveront peut-être un jour dans un des nombreux centres d'archives acadiennes. Nous pouvons en dire autant des archives d'études légales ou encore de firmes d'architectes ou d'ingénieurs, ainsi que des commerces de tous genres qui meublent le paysage acadien et notamment les usines de transformation du poisson dont la plupart des propriétaires sont acadiens.

Les centres d'archives ou de documentation en Acadie

Au cours des trente dernières années, plusieurs centres de documentation en études acadiennes ont vu le jour en Acadie ou dans la région atlantique. Pour la plupart, ils sont rattachés à des institutions d'enseignement ou encore à des musées dont la mission est la conservation du patrimoine muséal ou archivistique local ou régional. Nous avons identifié huit centres répartis dans les quatre provinces de l'Atlantique. Voyons en quoi consiste ces centres d'archives ou de documentation. Les adresses Internet de ces centres se retrouvent en appendice.

Le Centre d'études franco-terreneuviennes (CEFT)

Fondé en 1975 sous l'impulsion du professeur et folkloriste Gérald Thomas, le Centre d'études franco-terreneuviennes (CEFT) a été intégré depuis quelques années

au Memorial University of Newfoundland Folklore and Language Archive (MUNFLA). D'ailleurs, ces deux centres d'archives folkloriques étaient déjà intimement liés puisqu'ils étaient rattachés à la même institution, c'est-à-dire l'université Memorial et ils poursuivaient un but commun, soit la conservation et la diffusion, à travers l'enseignement, du patrimoine folklorique de la province de Terre-Neuve. Or, le CEFT s'est intéressé plus particulièrement à la culture, la langue et l'histoire de la population francophone de l'île.

Au fil des ans, plusieurs collections de folklore ont été déposées au CEFT en commençant par celle de Gérald Thomas. De plus, ce dernier, en tant que professeur, a incité ses étudiants à mener des enquêtes sur le terrain en milieu franco-terreneuvien, de telle sorte que plusieurs collections d'étudiants se sont ajoutées aux archives du CEFT.

La Société Saint-Pierre

La Société Saint-Pierre a été créée en 1947 dans le but de conserver l'héritage et de promouvoir les intérêts intellectuels, culturels et socio-économiques de la communauté acadienne du Cap-Breton et de l'est de la Nouvelle-Écosse en assurant une aide financière à tous ceux et celles qui désiraient poursuivre des études post-secondaires. En 1974, la Société Saint-Pierre se donne une nouvelle mission : conserver les témoignages de l'histoire locale, sauver les généalogies de l'oubli, collectionner les chansons et les contes, faire revivre les anciennes danses et dresser un lexique du vocabulaire local. Quatre ans plus tard, un édifice est construit à Chéticamp, « Les Trois Pignons », qui abrite entre autres, un centre de documentation généalogique, un musée et une galerie d'art.

Le centre de documentation généalogique possède un fichier de quelques 10 000 fiches sur la généalogie des familles acadiennes. Ce sont des bénévoles qui assurent le bon fonctionnement du centre et qui offrent leurs services aux chercheuses ou chercheurs (en généalogie).

Le Centre de recherche Père Clarence d'Entremont

Au décès du père Clarence-J. d'Entremont en 1998, toute la documentation que cet historien du Cap-Sable avait rassemblée, a été léguée à la Société historique acadienne de Pubnico-Ouest en Nouvelle-Écosse. C'est alors qu'a été créé le Centre de recherche Père Clarence d'Entremont situé au premier étage de l'annexe du Musée acadien de Pubnico-Ouest.

Ce Centre a pour mandat de conserver les archives relatives à la communauté acadienne du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse et plus particulièrement de la région de Pubnico. En outre, il a comme mission de faire la promotion de la langue française dans cette région.

Outre le fonds Clarence-J. d'Entremont, le Centre de recherche Père Clarence d'Entremont possède une collection de plus de 5000 livres et périodiques, des généalogies et des collections de concessions de terre, de cartes géographiques et de photographies. Le Centre dispose également d'une collection de microfilms contenant des copies de registres paroissiaux acadiens, de recensements canadiens, de documents d'archives coloniales

françaises et américaines (Massachusetts) de même que des copies de la collection Laurie-Ebacher ou encore du fonds d'archives H. Léandre-d'Entremont. Ajoutons toutefois que cette collection de microfilms fait partie du fonds Clarence-J.-d'Entremont.

Le Centre de recherche Père Clarence d'Entremont met à la disposition des chercheurs quelques 23 fonds d'archives provenant de personnes ou d'organismes de la région de Pubnico. Les instruments de recherche de ces fonds d'archives sont accessibles sur le site Web du Musée acadien.

Le Centre acadien de l'Université Sainte-Anne

Avec la laïcisation de l'Université Sainte-Anne au début des années 1970, cette institution d'enseignement supérieur se donne comme objectifs la promotion et la préservation de la culture acadienne en Nouvelle-Écosse. Dès 1971, le conseil d'administration de l'Université préconise la création d'une institution vouée à l'acquisition, la préservation, et la diffusion de tout document ou renseignement se rapportant à l'histoire du peuple acadien, à sa vie, à ses traditions et à sa culture. L'année suivante, en 1972, le Centre acadien voit le jour. Le Centre acadien se donne comme mission la connaissance et le rayonnement de l'histoire et de la culture des Acadiens de la Nouvelle-Écosse. Son mandat est donc de faire l'acquisition de toute information directement ou indirectement liée à l'histoire et à la culture des Acadiens de la Nouvelle-Écosse ainsi que de l'acquisition des archives institutionnelles de l'Université Sainte-Anne. Au départ, la bibliothèque universitaire transfère sa collection d'Acadiana (ou ouvrages portant sur l'Acadie) au nouveau centre et dans les années qui suivent, on continue de développer cette collection spécialisée. En même temps, le Centre fait l'acquisition de documents d'archives remontant dans certains cas à la période de fondation des villages acadiens de la baie Sainte-Marie aux XVIII^e et XIX^e siècles ; nous pensons notamment au fonds Jean-Mandé-Sigogne et à la collection Anselme-Doucet. De plus, le nouveau centre fait l'acquisition de documents concernant l'Université Sainte-Anne, comme des copies obtenues des archives de la communauté des Eudistes qui ont dirigé cette institution jusqu'aux années 1970. Le Centre compte aujourd'hui une collection de quelques 10 000 volumes et 100 mètres linéaires de documents d'archives comprenant une quarantaine de fonds d'archives dont ceux de François G.J. Comeau, Jean-Mandé Sigogne, Mrg Edouard Alfred LeBlanc, Léger Comeau, Dames patronesses, Université Sainte-Anne, etc. On y trouve également une collection d'archives de folklore ou d'histoire orale, dont plus de 600 heures d'enregistrements de chansons, de musique instrumentale, de contes, de récits de vie ... provenant de différentes régions acadiennes de la Nouvelle-Écosse. En outre, le Centre acadien possède des collections de photographies dont trois au moins ont été numérisées et sont donc accessibles sur son site Internet. Mentionnons également la collection de journaux sur microfilms ainsi que les registres paroissiaux du diocèse de Yarmouth et les recensements fédéraux qui peuvent servir pour des recherches généalogiques sur la communauté acadienne de la Nouvelle-Écosse. Tout récemment, le Centre acadien a fait l'acquisition des originaux des registres paroissiaux de Saint-Jean-Baptiste de Port Royal qui couvrent les années 1702-1755.

Centre de recherches acadiennes de l'Île-du-Prince-Édouard

Le Centre de recherches acadiennes a été créé en 1985, avec comme mandat l'acquisition et la conservation des documents d'archives qui ont trait à l'histoire et à la

culture des Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard. En outre, ces documents doivent être classés en vue de les rendre accessibles aux chercheurs et chercheuses.

Le Centre de recherches acadiennes est issu d'une autre institution dont le mandat touche également au patrimoine de la communauté acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard, soit le Musée acadien de Miscouche qui a vu le jour en 1964. En plus des artefacts, ce musée a fait l'acquisition de documents qui ont par la suite été déposés au Centre de recherches acadiennes.

Le Centre a fait l'acquisition de quelques 225 fonds d'archives qui occupent 212,5 mètres linéaires. Parmi les principaux fonds d'archives mentionnons entre autres, ceux d'organismes tels la Société Saint-Thomas d'Aquin, l'Association des instituteurs et institutrices acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard, le Carrefour de l'Isle Saint-Jean, Jeunesse-acadienne et/ou Comité des Jeux de l'Acadie de l'Î.-P.-É., Le Conseil de la coopération de l'Île-du-Prince-Édouard, le Festival acadien et La Voix acadienne. En outre, on peut y trouver les fonds d'archives de personnes qui ont marqué la communauté acadienne de l'île, soit Georges Arsenault, J.-Edmond Arsenault, J.-Henri Blanchard, Gilbert et Jean-François Buote, Antoinette DesRoches et Benoît Poirier pour ne nommer que ceux-là.

Le Centre de recherches acadiennes a de plus une collection d'archives de folklore et d'histoire orale comprenant au delà de 500 heures d'enregistrements sonores et une centaine d'heures d'enregistrements vidéo. Cette collection contient de précieux renseignements sur le mouvement coopératif, les femmes et la vie traditionnelle de la communauté acadienne de l'île. Évidemment, s'y trouvent également des contes, chansons, légendes et autres traditions populaires. Mentionnons enfin les collections de photographies (15 000 photographies et 18 000 négatifs) dont un grand nombre font partie de la collection du journal *La Voix acadienne*. Cette collection de photographies est donc un reflet de la vie contemporaine de la communauté acadienne de l'île, auxquelles viennent s'ajouter d'autres collections de photographies ou encore des lieux, des personnages ou des événements qui ont façonné le passé des Acadiennes et Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard.

En dernier lieu, il convient de mentionner le fichier généalogique qui comprend plus de 30 000 fiches de baptêmes et de mariages tirées des registres des principales paroisses acadiennes de l'île pour la période s'étalant entre 1721 et 1901. Des dossiers, des notes généalogiques et des imprimés servent de complément à ce fichier. Des instruments de recherche sont accessibles sur le site Internet du Centre de recherches acadiennes.

Le Centre de documentation et d'études madawaskayennes (CDEM)

C'est en 1978 que le Centre de documentation et d'études madawaskayennes (CDEM) est fondé grâce au concours du Centre universitaire Saint-Louis-Maillet de l'Université de Moncton et de la Société historique du Madawaska. Le mandat de ce centre est de recueillir toute la documentation pertinente à la région du Madawaska en vue de faciliter la recherche sur l'évolution de cette région acadienne du Nouveau-Brunswick.

Rattaché à la bibliothèque universitaire du campus de l'Université de Moncton à Edmundston, le CDEM possède quelque 65 fonds d'archives ayant trait au Madawaska.

Parmi ceux-ci se trouvent des fonds d'archives d'organismes tels que le Conseil régional d'aménagement du Nord-Ouest (CRANO), le Comité de parents des Foyers-Écoles du Madawaska, le Conseil permanent du statut de la femme au Madawaska, Cinémarévie Coop ltée, la Société historique du Madawaska pour ne nommer que ceux-là. S'y trouvent également des fonds d'archives d'individus ou de personnages qui ont marqué l'histoire du Madawaska : Lina Belzile Madore, Prudent L. Mercure et Alexandre-J. Savoie, entre autres. En plus, le CDEM renferme sur ses rayons, des travaux d'étudiantes et d'étudiants et des thèses.

Outre ces différents fonds d'archives, le Centre de documentation et d'études madawaskayennes possède des collections de photographies relatives à la région du Madawaska (plus de 1000 photographies), de même qu'une collection d'archives de folklore et d'histoire orale (80 heures). Comme dans le cas des autres centres acadiens d'archives ou de documentation, le CDEM met à la disposition des chercheuses et chercheurs, des publications contenant des renseignements généalogiques sur les principales familles de la région du Madawaska.

Le Centre de documentation de la Société historique Nicolas-Denys

La Société historique Nicolas-Denys a été fondée en 1969 avec, notamment, comme objectif, l'acquisition et la conservation de documents ayant trait à la région du nord-est du Nouveau-Brunswick. C'est donc quatre ans plus tard, en 1973, que cette société d'histoire a mis sur pied un centre de documentation où seraient conservés les documents historiques du nord-est de la province de même que les œuvres littéraires des personnes originaires de cette région. De plus, le Centre de documentation de la Société historique Nicolas-Denys s'est donné comme mandat de rendre cette documentation accessible pour la recherche.

Situé au sous-sol de la bibliothèque du Centre universitaire de Shippagan de l'Université de Moncton, le Centre de documentation possède 179 fonds d'archives d'organismes et d'individus. Au nombre des organismes, nous relevons à titre d'exemples les fonds d'archives suivants : *L'Acayen*, Association des francophones du Nord-Est, Collège du Sacré-Cœur, Parti acadien. Quant aux individus, mentionnons entre autres les fonds d'archives de : Mgr Auguste Allard, Mgr Arthur Gallien, Sr Corinne Laplante, Laura Pinet, Mgr Donat Robichaud et Fidèle Thériault.

Le Centre de documentation de la Société historique Nicolas-Denys a également une collection de photographies qui se rapportent à la région de la Péninsule acadienne et au nord-est du Nouveau-Brunswick en général. Le Centre possède également des copies microfilmées des registres paroissiaux de cette région pour lesquels la Société historique Nicolas-Denys a préparé et publié des index. Par ailleurs, la société d'histoire a également publié des index des recensements fédéraux du comté de Gloucester. Il n'existe donc pas de fichiers généalogiques comme tels puisque ces index contiennent tous les renseignements pertinents à la recherche généalogique des principales familles de la Péninsule acadienne et de la région du nord-est du Nouveau-Brunswick.

Comme le Centre de documentation n'a pas de personnel permanent, il ne dispose pas non plus d'un site Internet auquel peuvent se référer les chercheurs qui s'intéressent à cette région acadienne du Nouveau-Brunswick.

Le Centre d'études acadiennes

Le Centre d'études acadiennes (CÉA) de l'Université de Moncton a été fondé en 1968, mais il existait déjà des Archives acadiennes qui depuis les années 1940, étaient rattachées à l'Université Saint-Joseph devenue en 1963 l'Université de Moncton. La création d'une structure distincte venait tout simplement confirmer un état de choses qui existait déjà depuis un certain temps, car, jusque là, les Archives acadiennes formaient un secteur de la bibliothèque universitaire.

Le CÉA s'est doté d'un mandat très large, à savoir l'acquisition de toute documentation ayant un rapport direct ou indirect avec l'Acadie depuis les débuts de son existence au XVII^e siècle. Son mandat inclut non seulement l'Acadie dans ses frontières traditionnelles (la région de l'Atlantique), mais également l'Acadie de la diaspora (Québec, Louisiane, France, Nouvelle-Angleterre, Guyane, Antilles ...). Outre l'acquisition de cette documentation, le Centre s'occupe du traitement et de la conservation afin de la rendre accessible aux chercheurs.

Le Centre conserve à l'intérieur de ses murs quelques 2 043 fonds d'archives et collections sans compter les archives institutionnelles de l'Université de Moncton et les archives de folklore. L'ensemble de la collection occupe plus de 1 500 mètres linéaires de rayonnage. Au nombre des principaux fonds d'archives privées, mentionnons notamment : l'Association acadienne d'éducation, la Société nationale de l'Acadie, la Société des Acadiennes et Acadiens du Nouveau-Brunswick, *L'Évangéline*, le Frolic acadien, le Conseil régional d'aménagement du Sud-Est, l'Association des pêcheurs professionnels du Sud-Est, la Société l'Assomption, le Conseil provincial des sociétés culturelles, la Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick, la Fédération des scouts de l'Atlantique, Théâtre l'Escaouette, la Société des jeux de l'Acadie, la Fédération des Dames d'Acadie, le Conseil économique du Nouveau-Brunswick. Parmi les fonds d'archives d'individus, mentionnons entre autres ceux de : Placide Gaudet, Pierre-Amand Landry, Pascal Poirier, Marcel-François Richard, Philéas Bourgeois, René Beaudry, Marguerite Michaud, Blanche Bourgeois-Schofield, Catherine Jolicœur, Calixte Savoie, Donatien Gaudet, Adélard Savoie, Anna Malenfant, Euclide Daigle, Arthur LeBlanc, Muriel Kent Roy, Claude Roussel, Viola Léger.

En outre, le Centre d'études acadiennes a fait l'acquisition de copies microfilmées des archives coloniales de France, de Grande-Bretagne, du Québec et de plusieurs États américains. Les chercheuses et chercheurs y trouveront également les registres des paroisses acadiennes des provinces Maritimes et du Québec en plus des registres des paroisses acadiennes avant le Grand Dérangement. Le Centre possède également des copies microfilmées des recensements de l'Acadie, de l'île Saint-Jean et de l'île Royale auxquels s'ajoutent les recensements fédéraux de toutes les régions acadiennes des provinces Maritimes et d'une partie du Québec (Îles-de-la-Madeleine, comté de Bonaventure).

À ces archives textuelles, nous pouvons ajouter diverses collections d'archives iconographiques, sonores et audiovisuelles. En tout, le Centre d'études acadiennes compte des collections d'affiches dont celles de troupes de théâtre (Théâtre amateur de Moncton/Théâtre Laurie-Henri et Théâtre l'Escaouette) ou encore de l'Office national du film. On y trouve également des collections de cartes géographiques, des collections

de plans architecturaux dont celles d'Yvon LeBlanc et de Samuel Roy, des collections de cartes postales, des collections de diapositives et 281 collections de photographies dont celle du journal *L'Évangéline* qui contient près de 50 000 clichés. Aux 45 collections d'enregistrements sonores, il convient d'ajouter les quelques 1 081 collections de folklore parmi lesquelles se trouvent celles de Père Anselme Chiasson, de Catherine Jolicœur, de Georges Arsenault, de Charlotte Cormier et de Ronald Labelle, le folkloriste du Centre d'études acadiennes. Mentionnons également la collection d'enregistrements sonores de la radio de la Société Radio-Canada, région atlantique, qui est hébergée au Centre. Par ailleurs, ce dépôt d'archives conserve également sur ses rayons la collection de films de la télévision de la Société Radio-Canada en Atlantique.

À ces divers fonds d'archives et collections, il convient d'ajouter la collection de tous les journaux acadiens (quotidiens et hebdomadaires) des provinces de l'Atlantique dont certains ont été indexés, notamment *L'Évangéline*, *le Moniteur acadien*, *le Courrier des provinces Maritimes* et *l'Impartial*. En outre, le Centre possède une bibliothèque spécialisée en Acadiana. La collection de livres, brochures et périodiques remonte à l'époque du collège Saint-Joseph et depuis, les bibliothécaires se sont efforcés de faire l'acquisition de tout ouvrage imprimé qui touche à l'Acadie. Avec la collection de Bibliothèque et Archives Canada, il s'agit sans doute d'une des collections les plus complètes qui soit sur l'Acadie.

Le Centre d'études acadiennes met à la disposition des chercheuses et chercheurs des instruments de recherche, tant au niveau du fonds qu'au niveau du dossier ou même de la pièce dans certains cas, pour tous ces fonds d'archives. Toutes les collections de folklore sont également inventoriées et il existe des transcriptions textuelles d'une bonne partie des enregistrements sonores. Le Centre d'études acadiennes dispose également d'index des registres des paroisses acadiennes du nord-est et du sud-est du Nouveau-Brunswick en plus des index des recensements fédéraux pour les comtés acadiens de cette province. La majeure partie des instruments de recherche sont accessibles sur Internet.

Avant de terminer, il convient de mentionner les autres dépôts d'archives ou centres de documentation susceptibles d'intéresser les chercheurs en études acadiennes. Outre les différents dépôts d'archives provinciaux (Nova Scotia Archives and Records Center, Public Archives of Prince Edward Island et les Archives provinciales du Nouveau-Brunswick), mentionnons le Centre d'archives des Îles-de-la-Madeleine nouvellement créé et qui est rattaché aux Archives nationales du Québec, ainsi que les Archives acadiennes de l'University of Maine à Fort Kent qui, comme le Centre de documentation et d'études madawaskayennes, s'intéresse à la communauté acadienne du Madawaska, mais du côté américain de la frontière.

Beaucoup reste à faire en vue d'assurer la conservation des archives acadiennes pour les générations futures. À chaque jour, nous sommes témoins de la disparition de documents d'archives qui vont échapper aux regards de ces chercheurs et chercheuses qui nous en voudront de n'avoir pas réussi à les conserver. Ce n'est certainement pas la volonté qui manque, mais plutôt la capacité de sauver de la destruction ces précieux témoins de notre époque ou de notre passé. Toutefois, avouons que beaucoup plus d'efforts sont déployés aujourd'hui pour assurer la conservation des archives acadiennes et même si tout n'est pas conservé pour des raisons d'ordre financier ou autre, il faut

quand même se réjouir de ce qui a été fait. Aussi faut-il continuer, car il s'agit là d'un défi de taille pour la communauté acadienne et si elle-même n'est pas en mesure de le relever, qui d'autre le fera à sa place.

Ronnie-Gilles LeBlanc Archiviste. Centre d'études acadiennes,
Université de Moncton.

ANNEXE

Les sites Web des centres d'archives acadiennes

Memorial University of Newfoundland Folklore and Language Archive (MUNFLA),
Saint-Jean (Terre-Neuve)

www.mun.ca/folklore/munfla.html

Société Saint-Pierre, Chéticamp (Nouvelle-Écosse)

www.lestroispignons.com

Le Centre de recherche Père Clarence d'Entremont, Pubnico-Ouest (Nouvelle-Écosse)

www.museeacadien.ca

Le Centre acadien de l'Université Sainte-Anne, Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse)

www.ustanne.ednet.ns.ca/cacadien

Centre de recherches acadiennes de l'Île-du-Prince-Édouard,
Miscouche (Île-du-Prince Édouard)

www.teleco.org/museeacadien

Le Centre de documentation et d'études madawaskayennes
(CDEM), Edmundston (Nouveau-Brunswick)

<http://www.umce.ca/biblio/cdem/index.htm>

Le Centre d'études acadiennes (CÉA) de l'Université de Moncton, Moncton (Nouveau-Brunswick)

www.umoncton.ca/etudeacadiennes/centre/cea.html